

Privatisation et investissement étranger

Les pays de la région poursuivent avec vigueur des réformes économiques et structurelles afin d'ouvrir leurs économies nationales au secteur privé et à l'investissement étranger.

Grâce aux changements apportés au régime fiscal ainsi qu'à d'autres incitatifs, l'économie de la Tunisie (www.ministeres.tn) est maintenant relativement ouverte. Les investisseurs étrangers peuvent prendre pied dans la plupart des secteurs, excepté, notamment, le commerce de détail et les services directs aux consommateurs.

La Mauritanie (www.mauritania.mr) traverse une telle transition depuis 1985. Encouragée par la Banque mondiale, elle a entrepris des réformes structurelles dont le FMI a salué les résultats. La privatisation partielle des PTT est au nombre des initiatives prises en ce sens.

Il a fallu le choc pétrolier de 1986 pour que l'Algérie (<http://eldjazair.net.dz>) se tourne résolue-

ment vers la participation du secteur privé et l'investissement étranger. Le gouvernement a adopté des lois ouvrant l'accès à tous les secteurs, et il a mis en oeuvre les mesures proposées par le FMI pour encourager l'économie de marché.

Le Maroc (www.mincom.gov.ma) connaît actuellement une transformation considérable. Son économie est en cours de libéralisation, son système politique gagne en transparence. Les sociétés canadiennes, telles Nortel Networks, Dessau International, Corel et Computronix à y ouvrir des bureaux. Le gouvernement poursuit ses efforts de privatisation, vu l'enthousiasme suscité par la vente d'une deuxième licence d'exploitation du système de téléphonie GSM. Le Maroc est le pays le plus « branché » de la région, avec un réseau national de télécommunications de qualité qui compte 1,4 million d'abonnés au téléphone et 10 000 internautes.

Nouveaux débouchés

Les réformes économiques et structurelles ont produit deux résultats : 1) les secteurs de ressources traditionnels comme les hydrocarbures, les mines et l'agroalimentaire commencent à se bonifier par suite de la privatisation et grâce à l'investissement étranger; 2) les secteurs émergents comme les communications, l'environnement et l'éducation se développent rapidement, au rythme de la course à la compétitivité imprimée par la mondialisation de l'information.

Le secteur de l'éducation, en particulier, a pris de l'essor grâce à l'apport de nouvelles technologies de l'ère électronique dans la région. Les universités et collèges canadiens emboîtent le pas; en Tunisie, le Collège Lasalle et l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal offrent maintenant des programmes d'enseignement et de formation spécialisés. Le Collège Lasalle dispense des programmes de design et production du vêtement, de gestion

Levée des sanctions de l'ONU contre la Libye

Le Conseil de sécurité de l'ONU a levé les sanctions imposées à la Libye en avril 1999. Le pays est ainsi redevenu admissible aux garanties des crédits à l'exportation et libre d'emprunter sur les marchés mondiaux. Les sanctions canadiennes (1986) ont aussi été levées. Bref, les échanges commerciaux Canada-Libye sont revenus à la normale, sauf qu'un certificat d'exportation est requis — contactez (613) 995-0413. Les produits d'origine américaines font toujours l'objet d'un contrôle.

La Libye demeure l'un des rares pays à exercer un important contrôle sur l'économie nationale. National Oil Corporation, propriété d'État, a le monopole sur les réserves d'hydrocarbures, qui comptent pour 40 % du PIB et pour 95 % des exportations. Les entreprises d'État chapeautent aussi le gros des activités manufacturières, agricoles et commerciales. Les fournisseurs étrangers doivent avoir un représentant en Libye, et se munir d'un certificat pour légaliser leurs activités. Sites Web à parcourir : <http://www.geocities.com/Athens/8744/mylinks1.htm> et <http://www.agera.stm.it/politic/africa.htm>

hôtelière et de multimédias, et la HEC, un programme de MBA. Le Maroc a lancé une vaste réforme de son système d'éducation et de formation. La Commission royale spéciale sur l'éducation et la formation a visité nombre de pays,